

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU CALVADOS
ARRONDISSEMENT DE CAEN

COMMUNE DE OUISTREHAM

**EXTRAIT DE LA
SEANCE DU 12 JUIN 2023**

L'an deux mille vingt-trois, le lundi 12 juin à 18h, le Conseil Municipal, légalement convoqué le 6 juin, s'est réuni en séance ordinaire en l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Romain BAIL, maire de Ouistreham.

Etaient présents : Catherine LECHEVALLIER, Pascal CHRETIEN, Isabelle MÜLLER DE SCHONGOR, Robert PUJOL, Sophie POLEYN, Matthieu BIGOT, maires adjoints,

Annick CHAPELIER, François PELLERIN, Patrick QUIVRIN, Josiane CLEMENT-LEFRANÇOIS, Pascale DEUTSCH, Paul BESOMBES, Jean-Pierre MENARD-TOMBETTE, Fabienne LHONNEUR, Martial MAUGER, Amélie NAUDOT, Pascale SEGAUD CASTEX, Raphaël CHAUVOIS, Sophie BÖRNER, Yves MESLÉ, François NOURRY, Emmanuel TISON, conseillers municipaux.

Absents excusés / pouvoirs (P) : Sabine MIRALLES (P. Mme MÜLLER DE SCHONGOR), Luc JAMMET (P. M. CHRETIEN), Thierry TOLOS (P. Mme POLEYN), Béatrice PINON (Mme LECHEVALLIER), Nadia AOUED (Mme LHONNEUR), Christophe GSELL (M. BESOMBES) ;

Secrétaire de séance : M. PELLERIN.

Domaine et patrimoine :

MISE A JOUR DE L'INVENTAIRE COMMUNAL – AJUSTEMENT DE L'INVENTAIRE ET DE L'ETAT DE L'ACTIF / NETTOYAGE DE L'INVENTAIRE DES BIENS RENOUVELABLES

DEL20230612_04

Présents : 23

Pouvoirs : 6

Abstentions :

Suffrages exprimés :29

Pour : 29

Contre :

Annexe : – Tableau du détail par compte

Rapporteur : M. Pujol – VU en C° élargie finances/vie locale/urbanisme du 6/06/2023

Les circulaires interministérielles du 31 décembre 1996 (NOR FPP A 96 10112) et du 7 novembre 1997 (NOR INT B 97 00 186 C) du Ministère de l'économie et des finances et du Ministère de la fonction publique prévoient la généralisation des dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M14.

A ce titre, elles prévoient notamment l'ajustement de l'inventaire avec l'état de l'actif avant le 31 décembre 1998.

La circulaire interministérielle du 31 Décembre 1998 (NOR EC OR 980 6020 C) prévoit un aménagement du calendrier comme suit :

Les collectivités se trouvant dans l'impossibilité de procéder à un recensement exhaustif de l'ensemble de leur actif immobilisé à la date du 31 décembre 1998 sont autorisées à reporter l'achèvement de ces opérations.

Néanmoins, ces collectivités doivent procéder, rapidement, à un recensement partiel obligatoire de leur actif immobilisé, limité au minimum aux immobilisations acquises à compter du 01/01/1996.

La Ville de Ouistreham a souhaité améliorer la gestion du patrimoine de son budget principal tout en respectant les obligations légales. Elle a établi son inventaire et a ajusté l'actif tenu par les services de la trésorerie en date du 31 décembre 2021. Cet ajustement est d'autant nécessaire puisqu'il facilitera les transpositions de comptes lors du basculement du budget 2024 de la norme M14 à la norme M57.

L'inventaire et l'état de l'actif ont des finalités différentes. L'inventaire justifie la réalité des biens. L'état de l'actif, dressé à partir du fichier des immobilisations, justifie les soldes des comptes apparaissant à la balance du compte de gestion élaborée par le receveur municipal.

Ces deux documents devraient, bien entendu, correspondre ; or, il apparaît que l'état de l'actif et l'inventaire divergent fréquemment. Cette situation résulte, notamment, des imperfections dans les échanges d'information entre l'ordonnateur et le comptable sur les réformes ou les destructions de biens.

C'est la raison pour laquelle, lu et entendu l'exposé, et après délibération, le **CONSEIL MUNICIPAL** à l'unanimité **AUTORISE** le Maire à demander à Monsieur le Trésorier de débiter et créditer les articles présentés dans les tableaux joints à la convocation (le détail par compte sera joint en annexe de la présente délibération).

Le patrimoine du budget principal s'élève 87 205 763,76€ (valeur brute) au 31/12/2021 (après ajustement et régularisation).

- ⚠ En M14, les opérations sont d'ordre non budgétaires et n'ont aucune incidence sur les résultats antérieurs.
- ⚠ Ces montants ne révèlent en rien la valeur des biens immobiliers : ils correspondent à la valeur d'acquisition ; ils sont évalués au coût historique et ne correspondent en aucun cas à la valeur du marché.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.

Extrait conforme aux registres des délibérations.

Le registre dûment signé,

LE MAIRE

Romain BAIL



Affichée le **16 JUIN 2023**
Certifiée exécutoire le